



Communiqué de la CGT 93 – Finances Publiques

Les attentats de Paris ont provoqué une indignation légitime, une tristesse et un désarroi profond en France comme au-delà de nos frontières. Les agents des Finances publiques sont touchés au même titre que l'ensemble des citoyens attachés aux valeurs démocratiques et républicaines. La section CGT Finances Publiques 93 s'associe à l'hommage de tout le pays aux victimes de ces actes terroristes. Nous avons une pensée particulière pour deux de nos collègues parisiens ainsi que pour la Secrétaire Générale de l'Union Locale CGT de Sevran et sa fille, tous frappés au Bataclan.

Avant tous ces événements, les organisations syndicales CGT Finances publiques, FO-FIP et Solidaires FIP avaient appelé l'ensemble des agents des Finances publiques à la grève le jour du Comité Technique de Réseau qui devait entériner les suppressions d'emploi ce 18 novembre.

Ce jour, nous avons appris qu'une vaste opération de police était menée à Saint-Denis. A l'heure où nous écrivons, nous ne savons pas ce qu'il en adviendra. Toutes les mesures de protection des agents doivent être prises par les pouvoirs publics.

L'état d'urgence a été décrété par le Gouvernement, les manifestations sont suspendues mais pas les réformes : les 2 130 emplois supprimés sont toujours prévus pour la DGFIP. Ce lundi, volte face du gouvernement, le Premier ministre annonce la création de 1 000 postes aux Douanes alors que les gouvernements successifs ont procédé à la liquidation des équipes aux frontières et à des restructurations massives dans tous les services des Douanes depuis des années.

Qu'en est-il pour la Seine-Saint-Denis ?

+ 1 AFIPA (A+) - 4 A - 48 B - 2 B Géomètres + 13 C + 2 Agents Techniques

Qui plus est, avant ces suppressions de postes, nous aurons 230 emplois vacants en Seine-Saint-Denis après le mouvement complémentaire de mars 2016, soit 10 % de notre effectif total !

La Direction Départementale a décidé de fusionner les SIE de Villepinte, de Montreuil, de St Denis, ainsi que les CDIF au 1^{er} janvier 2016. Au 1^{er} septembre 2016, après avoir liquidé les FI, il est question de créer un pôle départemental d'enregistrement à Bobigny. Elle a programmé la fermeture des trésoreries de Gagny, d'Aulnay avec comme corollaire, la création des SIP comptables du Raincy et d'Aulnay. On a vu le résultat sur Aubervilliers, Saint-Denis et Villepinte, avec l'explosion des accueils et la dégradation continue des conditions de travail des agents !

La mobilisation dans de nombreux départements, avec les agents et leurs organisations syndicales ont permis de bloquer ces processus de fusion/restructuration. Déjà 15 trésoreries ont été sauvées avec la mobilisation des personnels, de leurs organisations syndicales en s'adressant aux élus et aux redevables. Ce qui est possible ailleurs est possible dans le département !

Dans le 93, les agents des 2 CDIF ont signé massivement la pétition contre la fusion, elle a été remise à la direction départementale qui refuse depuis deux mois de répondre à leur revendication du maintien des deux CDIF. Les agents de la trésorerie de Gagny ont fait de même, ainsi que les agents du CFP de Saint Denis contre la fusion des SIE et le transfert de l'enregistrement à Bobigny. Les agents de Noisy-Le-Sec quant à eux ont exigé lors de leur assemblée générale la mise sous tutelle du SIP qui souffre depuis maintenant des années d'une gestion chaotique.

Le rassemblement devant la DDFIP 93, ce 18 novembre devait aussi nous permettre de faire entendre les revendications des agents du département contre la casse de notre réseau de proximité et pour la préservation de nos conditions de travail.

Dans le même temps, au nom de la lutte contre la fraude, on liquide les SIP, les brigades de vérifications.

Les revendications listées avec les agents lors des tournées de HMI et de services avec leurs organisations syndicales CGT Finances publiques, FO-FIP et Solidaires FIP sont toujours d'actualité :

- **Arrêt des suppressions d'emplois**
- **Affectation sur tous les emplois vacants d'agents statutaires ;**
- **Respect des doctrines d'emplois, non à la remise en cause de nos règles de mutation !**
- **Non aux restructurations, non aux fusions de services ;**
- **Maintien du statut général de la Fonction Publique et des statuts particuliers ;**
- **Non au PPCR**
- **Non à la rémunération au mérite (RIFSEEP)**

C'est en combattant pour la défense de nos droits attaqués par le gouvernement et le patronat que nous ferons reculer la misère sur laquelle peuvent prospérer les idéologies radicales.

Ce n'est qu'à travers les combats des salariés pour la préservation de leurs acquis sociaux, de leurs services publics et de leurs droits collectifs, notamment le droit à un travail et à salaire décent que nous pourrons faire reculer cette misère qui frappe les salariés et les jeunes de ce pays.

C'est pourquoi, à son échelle, la CGT Finances Publiques avait appelé à la grève le 18 novembre, contre la poursuite de milliers de suppressions de postes dans notre administration qui ferment autant d'emplois à notre jeunesse et contre la disparition de nos services publics et de nos statuts qui en sont le ciment.

Bien que les circonstances actuelles ne nous permettent pas d'assurer pleinement la forme la plus appropriée pour défendre ces revendications, nous continuerons à les porter par tous les moyens encore à notre disposition. La grève a été reportée mais nous vous tiendrons au courant dès qu'une prochaine date sera définie !

Aubervilliers le 18 novembre 2015